
Documents sauvegardés

Vendredi 5 mars 2021 à 20 h 24

1 document

Par PSL

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

L'Obs (site web)

5 mars 2021

Ouïgours : « Le seul fait de débattre pour savoir si la Chine est en train de commettre un génocide est tragique »

... Pékin se réclame **de** l'époque impériale **pour** justifier sa politique répressive à l'égard des Ouïgours. James Millward, professeur à l'université **de** Georgetown à Washington, historien **de la** région du ...

3

L'OBS

Nom de la source

L'Obs (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Vendredi 5 mars 2021 • 18:22 UTC +01:00

L'Obs (site web) • 6731 mots

Ouïgours : « Le seul fait de débattre pour savoir si la Chine est en train de commettre un génocide est tragique »

L'Obs,

Pékin se réclame de l'époque impériale pour justifier sa politique répressive à l'égard des Ouïgours. James Millward, professeur à l'université de Georgetown à Washington, historien de la région du Xinjiang, rétablit quelques vérités historiques. Entretien.

L'entreprise de destruction des Ouïgours par la Chine a commencé en 2017. Mais les rapports sont tendus depuis beaucoup plus longtemps. Pékin ne cesse de se prévaloir de l'histoire. « Le Xinjiang fait partie de la Chine depuis l'Antiquité » est une assertion très fréquente dans la bouche des dirigeants. Quel est votre regard d'historien sur cette question ? Les dirigeants chinois affirment en effet que le territoire qu'on appelle aujourd'hui le Xinjiang fait partie de la Chine depuis la dynastie Han, il y a deux mille ans. Notez qu'ils en parlent chaque fois qu'on

les accuse de commettre des atrocités dans la région. Est-ce une réponse valable à ces critiques ? Dire : « Eh bien, ce territoire m'appartient » n'est pas bien différent du mari violent qui dit : « C'est ma femme, je la bats si je veux. » La notion de « possession », fondée ou non, ne peut en aucun cas justifier ces atrocités. Venons-en à l'histoire. La Chine adore jouer au petit jeu de « Qui est arrivé le premier dans cette région ? », typiquement un argument nationaliste. Et bien sûr, c'est la Chine qui est arrivée la première. Mais on a trouvé dans le bassin du Tarim des momies « européennes » datant de l'âge du bronze,

© 2021 L'Obs (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 5 mars 2021 à Paris-Sciences-et-Lettres-Research-University à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210305-OA-20210305x2obs41016

selon les analyses ADN... La Chine essaie de mettre cette question sous le boisseau. C'est assez lamentable. Le plus lamentable, c'est que la République populaire de Chine (RPC), un Etat fondé en 1949, affirme que tel ou tel territoire « fait partie de la Chine depuis deux mille ans ». Mais qu'est-ce que la Chine il y a deux mille ans ? C'était l'empire han. Avant, c'était l'empire Qin, plus tard ça a été l'empire Tang, l'empire Song, etc. Or, le Parti communiste chinois (PCC) prétend que tous les Etats qui ont, à un moment ou à un autre, régné sur le territoire actuel de la RPC, sont « la Chine ». Une revendication métahistorique absurde. C'est comme si, aujourd'hui, les dirigeants italiens affirmaient que la Grande-Bretagne faisait partie de l'Italie, au motif que l'Empire romain y a eu une colonie il y a deux mille ans. La chronologie est exactement la même que pour le Xinjiang. Mehdi Benyazzar/"L'Obs" Maintenant, quels sont les faits ? Il y a deux mille ans, l'empire Han avait des avant-postes, des garnisons, dans ce qui est aujourd'hui le Xinjiang. Ces armées coloniales s'y trouvaient pour contrer les incursions des peuples nomades du Nord, les Xiongnu (les Huns). Cela se passait au IIe siècle avant notre ère, et la présence militaire han dans ces parages était irrégulière, avec de nombreuses interruptions. Plus tard, l'empire Tang, du VIIe au milieu du VIIIe siècle, a également installé des armées sur place. C'est intéressant de noter que ces armées Tang étaient principalement composées de cavaliers turcs. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les populations locales, qui parlaient jusque-là des langues indo-européennes, se sont mises à parler des langues turques. Et puis, au milieu du VIIIe siècle, l'empire des Tang a retiré ses armées. Et pendant les

mille ans qui ont suivi, aucun Etat « chinois » n'a dominé cette région. Jusqu'à l'arrivée des Mandchous au XVIIIe siècle. Des tribus d'Asie intérieure cousines des Mongols et parlant une langue altaïque (et non le chinois). Les Mandchous ont conquis la Chine au XVIIe siècle. Un siècle plus tard, ils avaient réuni la Mongolie, le Xinjiang, le Tibet et la Chine dans un très grand empire, appelé Qing. Cet empire mandchou est assez semblable à l'Empire ottoman, lui aussi fondé par des tribus venues des steppes d'Asie centrale, qui a lui aussi unifié des territoires divers - une grande partie de l'Arabie, l'Afrique du Nord, des parties de l'Europe de l'Est, jusqu'aux portes de Vienne. Ces premiers empires modernes étaient donc très divers, polyglottes, multiculturels, pluralistes dans leurs systèmes administratifs. Le Xinjiang a été inclus au XVIIIe siècle dans un système de ce type. Il est donc franchement ridicule de s'appuyer sur ces expériences impériales anciennes pour justifier l'enfermement d'un million de Ouïgours dans des camps de concentration. Georgetown360 Est-ce que les ethnies turcophones du Xinjiang ont été réprimées sous les Qing ? Quelle était la gouvernance ? Dans ce type d'empire, la gouvernance variait en fonction des peuples. Le rôle de l'empire consistait essentiellement à conquérir un territoire. Après quoi, il le laissait être géré par les élites locales. C'est ce que les Qing ont fait avec les Ouïgours dans le sud du Xinjiang. Ce sont leurs propres élites qui les dirigeaient, au nom bien sûr des autorités impériales. L'empire mongol des Yuan avait fait la même chose avant eux. Dans notre monde d'Etats-nations, de droit international, de droits de l'homme, cela n'a pas grand sens de débattre pour savoir si ce vieux type d'empire était bon ou non. Vous préférez être

un citoyen romain ou un citoyen américain ? Difficile de trancher. Pour en revenir aux Mandchous, il y a eu une évolution. Au tournant du XIXe siècle, ils se sont mis à encourager l'installation au Xinjiang de colons han, et de colons hui (musulmans parlant le chinois), venus de l'Est. C'est le début d'une colonisation de peuplement par des migrants, agriculteurs, marchands, qui y prenaient racine. Mais ce mouvement touchait surtout le nord du Xinjiang actuel. Quant à la région du Sud, le coeur du pays ouïgour, l'empire Qing a délibérément empêché les colons han d'y pénétrer, afin de ne pas générer de conflits. Et puis, au milieu du XIXe siècle, une grande rébellion musulmane née au Xinjiang s'est répandue, touchant tout le nord-ouest de l'empire à la fin du siècle. Après avoir maté la rébellion, des hauts mandarins de l'empire, qui étaient chinois, ont dit alors : pour mettre fin à l'insécurité dans cette région, il faut pousser plus de colons chinois à s'y installer. Ils seront de meilleurs agriculteurs, paieront plus d'impôts. L'empire a donc cherché à augmenter le flux de cette colonisation de peuplement. Mais sans grand succès. Il s'est avéré que les paysans han étaient moins bons pour cultiver des oasis du désert que les autochtones qui le faisaient depuis des siècles. D'autre part, les Qing avaient d'autres chats à fouetter à l'Est : des rébellions, les incursions des Européens sur les côtes, etc. De sorte que quand l'empire Qing est tombé, au début du XXe siècle, il y avait très peu de Chinois dans le Xinjiang. A l'époque républicaine, la Chine a caressé de nouveau un plan de colonisation, mais elle manquait de financement, de capacité et même d'intérêt réel. Les communistes se disaient anticolonialistes. Mao a juré aux différents peuples non chinois qu'il ne se

comporterait pas **en** impérialiste. Était-ce une ruse, était-il sincère ? Je pense que c'était les deux. Sur **le** plan idéologique, il était sincère. Mais **la** préoccupation principale du PC chinois et **de** son nouvel Etat, **la** République populaire **de Chine**, c'était d'établir son contrôle dans tous les domaines. Or, **la** RPC était confrontée à **un** problème très similaire à celui **de** l'Union soviétique. Toutes deux étaient évidemment socialistes, internationalistes, idéologiquement opposées au colonialisme, à l'impérialisme. Et pourtant, elles se sont retrouvées à **la** tête **de** ce qui était **un** empire multiculturel, multilingue, multiculturel. Que faire ? Toutes deux ont appliqué plus ou moins **le** programme établi par Lénine, qui consistait à identifier, **de** manière bureaucratique, **un** certain nombre **de** peuples. Les « nationalités » **pour** les Russes. Les « minzu » **pour** les Chinois, **un** terme qu'ils traduisaient par « nationalité » à l'époque, et qu'ils traduisent maintenant par « groupe ethnique ». L'Etat identifie donc les différents peuples sur son territoire, il les organise **un** peu comme des catégories politiques, il inscrit cette identification sur les cartes d'identité. Et cela donne une « nation plurinationale », selon une terminologie assez contradictoire. Ce processus d'identification **de** chaque individu comme appartenant à telle ou telle nationalité, ou minzu, était profondément intégré à **la** trame du système politique et **de** l'administration. On **le** voit sur **la** carte **de la Chine** d'aujourd'hui : il existe des « régions autonomes », comme **le** Xinjiang, **le** Tibet, **le** Guangxi, **le** Ningxia musulman. Et même **en** zoomant, on voit qu'il y a des « préfectures autonomes », des « districts autonomes », tous rattachés à **un** groupe ethnique particulier qui peut être différent **de** celui auquel **est** attribuée **la**

région. Je mets « autonomie » entre guillemets parce que **le** Parti communiste chinois a bien sûr toujours été l'autorité suprême. Y a-t-il jamais eu **un** degré d'autonomie conséquent ? Une autonomie politique réelle ? Non. Il y a certes des Ouïgours au sein du gouvernement local, mais **le** secrétaire du Parti **est** toujours **le** patron. Dans les domaines culturels, universitaires, linguistiques et religieux, **c'est** différent. **Un** enseignement **de la** langue ouïgoure a été instauré à tous les niveaux du système éducatif. Il y a eu des livres, des journaux, des émissions à **la** télévision, des activités artistiques, tout cela **en** langue ouïgoure, ou kazakhe dans une moindre mesure. Même chose **pour la** langue et **la** culture tibétaines au Tibet. **La** valeur **de la** culture des minorités a donc été officiellement reconnue. Sur **le** plan religieux également, il y a eu initialement **un** espace **pour la** pratique **de** l'islam. **C'est** évidemment très loin **de** l'autonomie politique véritable, mais cela laissait au moins aux gens **la** possibilité d'être ce qu'ils sont, ethniquement. **Le** plus grand changement **de** ces dernières années, **c'est** que cet espace a été attaqué par **le** Parti. **Le** simple fait d'être culturellement ouïgour a été remis **en** question. Quant à **la** religion, **la** pratique **de** l'islam **est** dans les faits devenue illégale aujourd'hui **pour** les Ouïgours. **Si** on met entre parenthèses l'époque du Grand Bond **en** avant et celle **de la** Révolution culturelle, qui ont jeté l'ensemble du pays dans **le** chaos, on **en** arrive aux années 1980, marquées par une certaine détente politique **en Chine**. Comment caractérisez-vous cette période **pour** les Ouïgours ? **Le** « système minzu », qui avait connu **un** apogée dans les années 1950, juste après **la** fondation **de la** RPC, a connu **un** nouvel apogée dans les années 1980. Les Ouïgours et les autres

peuples non han **de Chine le** soulignent souvent. Dans les années 1980, l'on **s'est** préoccupé **de la** représentation des peuples non han au gouvernement et au sein du Parti, on **s'est** efforcé **de** respecter des quotas d'adhésions au Parti, **de** nominations **de** fonctionnaires. Et parallèlement, l'édition, les arts, les arts populaires, **la** musique pop, **la** télévision, **en** langue ouïgoure, sont devenus florissants. **La** vie culturelle **s'est** développée **de** façon organique. Beaucoup considéraient donc les années 1980 comme **un** âge d'or. **C'est** une approche **de la** diversité très différente **de** celles des pays démocratiques. Je ne dirais pas qu'elle **est** meilleure. Mais il faut reconnaître que, quand elle **est** sincèrement appliquée, elle donne **de** meilleurs résultats que l'approche américaine **de la** diversité, par exemple, où il y a eu les lois Jim Crow dans les années 1950. Et **le** mouvement Black Lives Matter a révélé à quel point l'approche américaine **de** l'inclusion **est un** échec. Sans approuver cette approche autoritaire **de la** diversité, on peut reconnaître néanmoins qu'elle permet non pas une société démocratique, mais une certaine pluralité culturelle - jusqu'à **un** certain point. Mais les années 1980 se sont mal terminées, avec **la** mort **de la** démocratisation et **la** répression **de** Tiananmen **en** juin 1989. Lors des années précédentes, **le** pays avait connu **un** grand bouillonnement **de** mouvements étudiants, d'appels à réformer **le** gouvernement et **le** Parti. Les revendications ne portaient pas tant sur les élections que sur **la** corruption au sein du Parti, les dysfonctionnements du pouvoir. Les gens réclamaient une modernisation, l'amélioration du niveau **de** vie. **C'est** tout cela qui a alimenté **le** mouvement dans les années 1980. **Le** Xinjiang a connu ces mêmes revendications, mais avec quelques sujets locaux

supplémentaires. Comme les essais nucléaires, dont le Xinjiang a toujours été le terrain jusqu'à ce qu'ils cessent. Ou les flux de migration : de plus en plus de Han semblaient s'installer dans la région, et les non-Han craignaient de devenir minoritaires sur leur propre territoire. Les politiques de planning familial étaient une source constante de discorde pour tous les Chinois. Ainsi que la mauvaise qualité de la nourriture dans les restaurants universitaires. Dans toute la Chine, les gens défilaient, s'exprimaient et publiaient leurs revendications. Mais lorsque les gens soulevaient ces préoccupations au Xinjiang, ils étaient considérés comme des séparatistes, à cause de la différence ethnique. Si des étudiants han à Pékin disent : « Ce chou et ce riz que vous nous donnez à manger sont horribles », cela résonne différemment que quand des étudiants ouïgours au Xinjiang disent : « Ce chou et ce riz que VOUS nous donnez à manger sont horribles ». Que l'on parle de flux de migrants, de dilution de la population, d'essais nucléaires, de planning familial, etc. tout prend une signification particulière quand c'est imposé à une population minoritaire par une autorité majoritaire. L'Etat a donc perçu ces troubles et ces protestations de façon particulière au Xinjiang, et les a réprimés de façon spécifique. Les étudiants sur la place Tiananmen ont certes été eux aussi violemment réprimés. Mais au Xinjiang, le caractère ethnique des revendications a eu comme résultat la fin du « système minzu ». C'est à la fin des années 1980 que commence la scission dont on voit aujourd'hui les effets. Le Parti n'a plus jamais tenté de tenir sa promesse d'un « pluralisme autoritaire », comme il avait pu le faire dans les années 1950 puis les années 1980. Depuis, tout ce langage n'est qu'une mascarade. Pourquoi

les rapports se sont-ils détériorés à ce point entre les Ouïgours et le régime ? Certains répondraient : à cause du terrorisme. Je ne suis pas de cet avis. Tout de suite après Tiananmen, en 1990, il y a eu un tout petit incident dans un village appelé Baren, à l'extrême sud-ouest du Xinjiang. Minuscule, mais avec une connotation religieuse. L'Etat s'est mis à examiner à la loupe l'islam au Xinjiang, les mosquées, la formation des mollahs, la pratique religieuse dans les foyers... C'est soudain devenu une préoccupation centrale, et la cible de répressions excessives, qui ont suscité en retour des protestations, des grèves, etc. Quand on parle des années 1990 au Xinjiang, on a l'impression qu'il s'agit d'une poudrière au bord de l'explosion. Mais ce n'est pas si vrai. Il y a certes eu au début de ces années des incidents sporadiques, dont certains violents et motivés par des raisons politiques, il y a eu des manifestations réprimées, et peut-être quelques incidents que nous pourrions qualifier de terroristes. Ces événements de nature disparate ont été systématiquement catalogués par l'Etat comme extrémistes, de séparatistes, etc. Et bien qu'il ne se soit rien produit de particulier dans cette décennie, la répression, elle, a continué d'être déployée de façon exagérée. Comme l'a souligné l'écrivain Sean Roberts, c'est un cercle vicieux de répression et réaction qui s'est mis en place, surtout à la fin de la décennie où il y a eu plus de répression que de troubles réels provoqués par les Ouïgours. Malgré toute la rhétorique sur le terrorisme, en particulier après le 11-Septembre, très peu d'incidents au Xinjiang correspondent en réalité à du terrorisme. Il est important, si l'on veut être objectif, d'établir des distinctions. Il y a les protestations pacifiques. Et il y a des protestations violentes, qui en général

ne s'attaquent pas aux civils. Ces faits semblent être l'expression désespérée d'un très grand mécontentement vis-à-vis des autorités locales. Ce genre d'événements se produit très couramment partout en Chine. Les autorités locales sont corrompues, elles confisquent les fonds de pension, elles donnent des terres publiques aux promoteurs immobiliers, elles appliquent trop agressivement les politiques de planning familial... Ce qui provoque des troubles. Mais chez les Han, ils ne sont pas considérés comme séparatistes ou extrémistes. Si des ouvriers han prennent leur patron en otage, comme cela se produit parfois, ce n'est pas considéré comme un événement terroriste. C'est ce qu'on appelle un « incident de masse » [il s'en produit 200 000 chaque année, NDLR]. Le Parti arrive et fait tout pour calmer les esprits. Au Xinjiang, au contraire, il sévit. C'est ce qui s'est produit toutes ces dernières années, jusqu'à 2017 et le début des camps. Pourquoi, dans les années 2010, les attaques violentes se sont-elles multipliées au Xinjiang contre les postes de police ou les entreprises chinoises ? Après la décennie assez calme entre 1997 et 2008, pendant laquelle les discours officiels sur les dangers du terrorisme ont continué, à l'approche des J. O. de Pékin en 2008, il y a eu de grandes inquiétudes à propos d'un « terrorisme ouïgour » qui pourrait perturber les Jeux. Rien de tel ne s'est produit. Un grand tournant a eu lieu avec les émeutes de l'été 2009. C'est un moment important, qui est rapporté de manière très biaisée par les sources chinoises, qui se focalisent sur l'après-midi et la soirée du 5 juillet (c'est appelé parfois l'« incident du 5 juillet »). Les choses ont commencé en fait quelques semaines auparavant, en juin, avec le meurtre d'ouvriers ouïgours dans une usine du

sud de la Chine, à Canton. Une rixe ethnique a éclaté, une attaque brutale lancée par des ouvriers han contre des ouvriers ouïgours, dont on disait qu'ils avaient agressé une Chinoise. On a su plus tard que la rumeur était fausse et avait été propagée par un ouvrier chinois mécontent. Les autorités ont tenté de dissimuler l'affaire, mais elle était déjà partout sur internet. Les Ouïgours d'Urumqi [la capitale du Xinjiang] sont donc descendus dans la rue pour une manifestation pacifique exigeant l'ouverture d'une enquête sérieuse, et de meilleures conditions pour les travailleurs ouïgours transférés dans les usines hors du Xinjiang. Des revendications similaires à ce qu'on pouvait voir ailleurs en Chine. Or, cette manifestation a été très brutalement réprimée. Il y a eu des passages à tabac, on parle aussi de tirs à balles réelles. Puis la police a poussé les manifestants hors du centre. Des émeutes et des violences ont alors éclaté dans les quartiers han, où de nombreux magasins ont été incendiés. C'est cette histoire que les médias chinois diffusent, qui se focalise sur une partie de la ville, une période précise dans le temps. Mais ce qui s'est passé plus largement, c'est que la police et les paramilitaires envoyés sur place ont attaqué les groupes de Ouïgours partout où ils les ont trouvés. Il y a eu des tirs à l'arme lourde toute la nuit. Nous le savons grâce à de nombreux récits ouïgours, mais aussi grâce à des journalistes et des étudiants étrangers qui se trouvaient à Urumqi cette nuit-là et le lendemain matin, et qui ont entendu des tirs incessants de mitrailleuses. Un nombre inconnu de personnes ont été tuées, ou ont disparu sur ordre des autorités pendant les deux jours suivants. Il s'agit donc d'un événement extrêmement sanglant. Nous ne savons pas combien

de Ouïgours ont été tués. Le seul chiffre cité par les sources officielles est de 197 morts, principalement des Han. Ces événements ont évidemment suscité l'alarme des dirigeants, non seulement à cause de la violence, mais aussi à cause de la colère des Han du Xinjiang contre le Parti. On les a beaucoup entendus dire : « Vous ne nous protégez pas contre ces gens. » Et plutôt que de tenter d'apaiser les différends ethniques suscités par ces événements, le PC a pris le parti des Chinois et présenté les Ouïgours comme un groupe ennemi étranger au sein de la Chine, alimentant encore plus la rhétorique terroriste et l'islamophobie qui n'ont pas cessé depuis cette époque. Face aux tensions interethniques, l'Etat a donc pris le parti des Chinois, et contribué à la diabolisation de tout un groupe ethnique et de toute une religion. Alors que le pouvoir efface du web tout contenu qui lui déplaît, des discours anti-Ouïgours et antimusulmans, des théories conspirationnistes ont continué à circuler. Cette permission implicite a contribué à diffuser les préjugés raciaux. C'est à la suite des émeutes d'Urumqi que les attaques ciblant des soldats et des policiers au Xinjiang se sont multipliées, entraînant encore plus de répression et de rhétorique antiterroriste. PETER PARKS/AFP Ethnic Uyghur women grab a riot policeman as they protest in Urumqi in China's far west Xinjiang province on July 7, 2009. Police fired clouds of acrid tear gas to disperse thousands of Han Chinese protesters armed with makeshift weapons, as chaos gripped this flashpoint city riven by ethnic tensions. Thousands of heavily armed police deployed across Urumqi, the capital of China's remote northwest Xinjiang region, but tensions spiked dramatically following weekend rioting that claimed at least 156 lives. TOP-

SHOTS AFP PHOTO/Peter PARKS (Photo by PETER PARKS / AFP) A quel moment l'idée de punition massive est-elle apparue ? Qui a eu cette idée ? Xi Jinping, l'actuel président chinois, est-il personnellement responsable ? Le terme chinois officiel pour désigner la mission des camps, c'est « transformation et éducation », parfois « transformation par une éducation concentrée », qui est souvent traduit par « rééducation ». La « concentration » se réfère, je pense, à l'idée d'une période concentrée de formation idéologique. Il y a cette idée, que Xi Jinping semble partager, que par l'endoctrinement, le cadre coercitif, on peut changer l'esprit des gens. Une idée maoïste qui a des racines confucéennes, et qui est utilisée en Chine depuis 1949 contre différentes catégories de personnes : les criminels, les petits délinquants, les prostituées. Elle a toujours été présente en Chine, à bas bruit. Plus tard, elle a été utilisée contre le Falungong [mouvement religieux interdit]. Elle est utilisée au Tibet et au Xinjiang, dès 2014 je pense. Au début des années 2010, au Xinjiang, on a vu apparaître des sortes de séminaires professionnels de courte durée. Un euphémisme horrible pour ces sessions de quelques semaines. Dans un premier temps, cela rappelait la formation politique continue, de ré-endoctrinement, que tout membre du Parti doit suivre périodiquement. En 2016, un nouveau secrétaire du Parti est arrivé, un nommé Chen Quanguo. Il a impulsé le grand tournant vers les campagnes ultra-répressives. Vous demandez si Xi Jinping est derrière ce tournant. Je pense que oui. C'est lui qui a décidé de transférer Chen Quanguo du Tibet, où il était le chef du Parti et où il s'était rendu célèbre pour sa méthode de « pacification » du Tibet, notamment par la mise en place

d'un quadrillage policier, la multiplication des postes de police, etc. C'est la première chose qu'il a faite en arrivant au Xinjiang : il a déployé un système policier omniprésent. Il a ensuite étendu et amplifié considérablement le programme de « transformation et éducation ». Comme [le chercheur allemand] Adrian Zenz l'a documenté, il a fait construire un énorme réseau d'installations carcérales, pour qu'un très grand nombre de personnes puissent subir cette « transformation éducative concentrée ». L'autre innovation qu'il a apportée, c'est le recours à l'intelligence artificielle et aux vastes bases de données pour déterminer qui doit être soumis à cet endoctrinement coercitif. Et c'est ainsi que plusieurs dimensions ont fusionné sous Chen Quanguo : la police omniprésente, le quadrillage policier, les camps d'endoctrinement, le tout piloté par des algorithmes d'intelligence artificielle. LIRE AUSSI > La Chine, dictature high-tech Diriez-vous que c'est un système de type fasciste ? Qu'il s'agit d'un génocide ? Que Xi Jinping devrait être traduit devant un tribunal international ? Il y a des éléments de fascisme, d'hypernationalisme en Chine. L'idée d'une identité chinoise sacrée, qui est au coeur de l'action du Parti, a certainement des connotations fascistes. Je ne suis pas sûr que ce soit le meilleur mot pour décrire ce qui se passe au Xinjiang. Quant à la qualification de génocide, elle a été beaucoup évoquée. Je ne suis pas un spécialiste du droit international et on peut se demander quelle juridiction pourrait juger cette affaire. Je pense, pour commencer, qu'il est profondément triste que nous discussions de ce mot. C'est triste pour l'humanité, c'est particulièrement triste pour la Chine. On peut débattre pour savoir si les cinq critères de la définition du génocide selon la convention des Na-

tions unies sont réunis. Trois ou quatre le sont certainement : la séparation des enfants de leur famille, l'élimination de la langue, les abus physiques indiscutables... Certains pensent que ce n'est pas vraiment un génocide tant que les gens ne sont pas massacrés en masse. C'est un débat inepte. Si l'on ne doit commencer à s'inquiéter que lorsque des villages brûlent et que des gens sont massacrés en masse, c'est une norme insuffisante pour des êtres humains. Le seul fait qu'au XXI^e siècle nous débattons pour savoir si la République populaire de Chine, malgré toutes ses formidables avancées, est en train de commettre un génocide ou des crimes contre l'humanité, est tragique. Il faut tout simplement que ça s'arrête. Et si pour y parvenir il faut utiliser des sanctions juridiques, économiques, ou des outils rhétoriques comme la qualification de génocide, je suis à fond pour. ETIENNE OLIVEAU/ Getty Images via AFP BEIJING, CHINA - OCTOBER 19: Secretary of the Xinjiang CPC Autonomous Regional Committee Chen Quanguo (Back-R) attends a meeting of the 19th Communist Party Congress at the Great Hall of the People on October 19, 2017 in Beijing, China. The 19th CPC National Congress is going to run 7 days and a new central committee of CPC will be produced. (Photo by Etienne Oliveau/Getty Images) (Photo by Etienne Oliveau / GETTY IMAGES ASIAPAC / Getty Images via AFP) Vu l'échelle du travail forcé, on se demande si une grande partie de l'économie chinoise n'est pas entachée par ces crimes, au-delà de Chen Quanguo ou du Politburo. Etes-vous d'accord avec cette analyse ? Il y a deux façons de voir tout ce qui se passe au Xinjiang depuis vingt ans. On peut le voir comme une campagne d'assimilation ethnique. On peut aussi le voir comme une cam-

pagne de développement économique. Avant que Xi Jinping ne se tourne vers des méthodes visant à modifier la psychologie et l'identité des Ouïgours, l'approche officielle a été le développement, l'augmentation du niveau de vie. L'amélioration des moyens de subsistance affecterait positivement la psychologie des gens et leur sentiment d'appartenance. C'est une idée de bon sens, et aussi une idée marxiste : le nationalisme est un épiphénomène de la conscience, qui est en réalité déterminée par la base matérielle. Il y a donc eu de nombreuses tentatives pour développer le Xinjiang. Les investissements ont été tournés plutôt vers le « colonialisme de peuplement », vers les zones à majorité chinoise, les fermes d'Etat, les grandes industries, notamment d'industrie pétrochimique, etc. Tout ceci bénéficiait aux entreprises chinoises. Il y a eu également des investissements dans des secteurs comme les transports qui bénéficiaient à tout le monde. Mais les régions les plus pauvres, le Sud rural à majorité ouïgour, ont été négligées. Les fermes d'Etat qui s'installaient parfois dans ces régions avec leurs équipements neufs, leurs écoles et leurs cliniques, étaient toutes entourées de hauts murs et peuplées exclusivement de Chinois venus d'ailleurs. Et juste à côté, il y avait souvent un village ouïgour sous-développé, avec une irrigation dépassée, pas d'école, pas de clinique, etc. Ces phénomènes sont repérés depuis longtemps par des sociologues et des économistes chinois, dont Ilham Tohti, qui avait été chargé par le Parti d'étudier ce problème, avant qu'il ne soit arrêté en 2014 et condamné à perpétuité. Il a écrit des rapports très éclairants sur les discriminations de ce mode de développement, qui laissait les Ouïgours sur le bas-côté. Le problème le plus important

était que les paysans ouïgours n'avaient pas accès au marché. Or, ce qui a amélioré le niveau de vie de centaines de millions de paysans à travers la Chine, c'est qu'ils ont été libérés du contrôle de l'Etat, qui leur disait auparavant quoi cultiver, comment, combien, à qui vendre, à quel prix, etc. On leur a permis de cultiver des cultures vivrières, de les vendre sur les marchés et ainsi d'améliorer considérablement leur niveau de vie. C'est en vérité la commercialisation de l'agriculture qui a permis aux Chinois de se développer depuis les réformes de Deng Xiaoping. Mais le Xinjiang du Sud n'a jamais été autorisé à accéder au marché libre. Il existe en réalité beaucoup d'énergie entrepreneuriale chez les Ouïgours, ils ont des réseaux, des compétences pour le commerce, on les voyait partout en Chine faire toutes sortes d'affaires. Au Xinjiang du Sud, où c'est toujours l'ancien système communiste qui s'applique aux paysans ouïgours, ils ont été bridés. Ils doivent acheter leurs intrants, leurs semences, à la « commune populaire » et lui vendre leur production. Ce qui tire les prix vers le bas. C'est là la source de la pauvreté des paysans ouïgours. Et plutôt que de leur permettre d'accéder au marché, les autorités ont mis en place des projets d'Etat, du haut vers le bas. La version la plus récente de cette approche, depuis une dizaine d'années, s'appelle « le programme de jumelage », ou « de partenariat ». Ce programme oblige les villes et bourgs du Xinjiang à s'associer à des villes ou des provinces riches de l'est de la Chine, qui doivent allouer un petit pourcentage de leurs revenus annuels à des projets de développement dans le Xinjiang. Une idée intéressante en soi : décentraliser l'aide au développement pourrait théoriquement permettre d'importer les

bonnes idées de Shenzhen, de Shanghai, d'autres régions de Chine. Et de profiter du conseil d'experts de ces régions. C'est certes une approche de type colonialiste, mais elle permet une diversification de la réflexion, de la planification. De fait, elle a entraîné certains succès, mais aussi beaucoup d'erreurs typiques des projets de développement. Car ces étrangers ne connaissent pas nécessairement les conditions locales. Ils ne consultent pas la population locale. Ils sont mandatés pour faire tel projet, dépenser la subvention, sans trop se préoccuper de son efficacité. C'est donc le modèle de la Chine orientale qui a souvent été reproduit mécaniquement au Xinjiang. Des parcs industriels, des zones de libre-échange, des usines ont été construits. Les entreprises de l'est de la Chine ont été poussées à gérer ces usines, à coups d'incitations fiscales et financières, et la promesse d'une main-d'oeuvre bon marché. Il s'agissait souvent d'usines textiles, d'usines d'assemblage électronique, etc. Certaines d'entre elles ont marché, d'autres non. Résultat, beaucoup de ces villes nouvelles, ces zones de libre-échange, ces parcs industriels construits à coups de milliards, sont restés vides. Mais quand Chen Quanguo a déployé les camps d'internement, puis quand les détenus ont commencé à être « diplômés pour être versés dans le travail en usine », cela a soudain créé une main-d'oeuvre captive qui pouvait être utilisée pour remplir ces usines vides, rentabiliser ces investissements bloqués. L'Etat était encore une fois à la manoeuvre, et promettait des subventions aux entreprises pour qu'elles emploient ces détenus « diplômés ». Même chose dans le sud du Xinjiang, les zones de libre-échange et les parcs industriels. Parallèlement, d'autres entreprises et usines dans d'autres parties à l'est de la Chine

ont également été incitées à importer cette main-d'oeuvre ouïgoure captive. Ce qui a commencé comme un partenariat public-privé visant à développer le Xinjiang, le genre de projet que la Banque mondiale ou le FMI pourraient soutenir, s'est transformé en un immense gâchis où toutes ces entreprises ont été forcées de tremper dans le système des camps. Elles ont été soit séduites par la main-d'oeuvre bon marché, soit contraintes de l'employer. Et nous voilà devant une situation dans laquelle des entreprises des quatre coins du pays, et des autorités de toute la Chine, collaborent avec les autorités du Xinjiang dans le travail forcé des Ouïgours. L'autre aspect important sur le plan économique, c'est tout simplement le coton. Au cours des vingt dernières années, pour des raisons économiques, environnementales et autres, la Chine a peu à peu transféré sa production de coton vers le Xinjiang, ainsi que les niveaux les plus bas de la fabrication, comme le filage. Au point qu'aujourd'hui, 85 % du coton chinois est cultivé dans le Xinjiang, majoritairement dans les fermes d'Etat, qui sont de véritables organisations coloniales. Même le coton cultivé indépendamment est racheté par les fermes et industries d'Etat, qui emploient souvent une main-d'oeuvre contrainte. Ainsi, ce programme de développement et ces deux décennies de planification économique dans la région, que l'on pourrait appeler la « cotonisation » du Xinjiang, ont fini par fusionner avec le programme d'assimilation. Ils sont maintenant emmêlés dans une grande pelote de coton. Les Etats-Unis ont déjà saisi des stocks de coton du Xinjiang, ainsi que de sauce tomate (massivement fabriquée au Xinjiang). Les multinationales qui ont une branche au Xinjiang, comme Volkswagen, ont du souci

à se faire. Le problème va malheureusement beaucoup plus loin, car la complicité et l'implication dans l'asservissement des Ouïgours du Xinjiang dépassent largement les frontières de cette région. Dans le secteur de l'habillement, il est très difficile de trouver un vêtement en coton fabriqué en Chine qui soit indemne de ce « régime du coton », qui est partie intégrante du système carcéral du Xinjiang. GREG BAKER/AFP This photo taken on June 4, 2019 shows people walking past a screen showing images of Chinese President Xi Jinping in Kashgar, in China's western Xinjiang region. - A recurrence of the Urumqi riots which left nearly 200 people dead a decade ago is hard to imagine in today's Xinjiang, a Chinese region whose Uighur minority is straitjacketed by surveillance and mass detentions. A pervasive security apparatus has subdued the ethnic unrest that has long plagued the region. (Photo by GREG BAKER / AFP) Au-delà du Xinjiang, y a-t-il des projets analogues ailleurs en Chine ? Le Xinjiang, le Tibet, et d'une certaine manière Hongkong, qui ont une histoire propre et qui suscitent une paranoïa du séparatisme chez les dirigeants, sont les plus frappés par ces politiques coloniales ou néocoloniales. Mais la tendance assimilationniste du PC chinois, en particulier sous Xi Jinping, ne se limite pas à ces régions prétendument menacées par le séparatisme. La répression de la religion est bien plus large. Elle a été baptisée « campagne pour siniser la religion », pour rendre les religions plus chinoises, et s'applique au bouddhisme tibétain, au christianisme, comme à l'islam. Ce dernier semble être le plus visé, mais le bouddhisme tibétain est dans une situation similaire, même si on en parle moins. Il existe aussi, hormis les Ouïgours, les Kazakhs, les Kirghizes et

autres peuples du Xinjiang, d'autres groupes musulmans en Chine. Comme les Hui, qui sont de langue chinoise. Nous avons des informations récentes sur la répression subie par ces autres groupes musulmans. Chez les Hui, il y a eu des fermetures de mosquées, des démolitions de minarets, des suppressions de dômes. La graphie arabe est considérée comme dangereuse, et n'est plus présente dans l'espace public. On ne peut plus écrire le mot « halal » sur la vitrine des restaurants. Nous voyons donc un aspect plus large de cette campagne d'assimilation voulue par Xi Jinping. On voit s'installer une suspicion vis-à-vis de la religion, ou de caractéristiques culturelles ne correspondant pas au modèle de « chinoisité » qu'il veut promouvoir. La répression qu'il exerce sur le discours public n'affecte pas pour l'instant beaucoup de monde. Mais elle touche de plus en plus tous ceux qui sont « différents » d'une manière ou d'une autre. Pensez-vous que ces politiques répressives seront appliquées au Tibet ? Dans les régions tibétaines du Sichuan, il existe de nombreuses communautés bouddhistes, dont deux villes monastiques très célèbres, Larung Gar et Yarchen Gar. Leur population est composée de moines et de nonnes qui sont là pour étudier. Ces deux villes ont été récemment partiellement détruites, et une bonne part de leurs pensionnaires expulsés. Et pourtant, nous n'avons assisté à aucune éruption de manifestations, d'immolations, comme cela se serait produit auparavant. Je pense que c'est parce qu'il est devenu impossible de faire cela. Il y a aussi des programmes de « transformation éducative » au Tibet. Des programmes de sédentarisation forcée de nomades. Des programmes de transfert de main-d'oeuvre assez similaires à ceux mis en place au

Xinjiang, peut-être un peu moins coercitifs, mais avec le même objectif : canaliser vers le mode de vie chinois des membres d'ethnies caractérisées par des modes de vie et des modes de subsistance qui leur sont propres. Les « prolétariser », les enrégimenter dans une vie d'usine avec des horaires précis, pour les éloigner des conceptions propres au nomadisme, où c'est la nature qui est déterminante. Et leur inculquer la loyauté au Parti. Il y a donc la même approche assimilatrice vis-à-vis des populations tibétaines. Nous la connaissons mal parce qu'elles ne sont pas aussi concentrées ni aussi importantes que celles des Ouïgours. Cette perte totale de tolérance, de diversité - diversité culturelle ethnique, mais aussi intellectuelle et politique -, est en réalité un problème général en Chine. Il y avait par le passé plus de latitude sur ce plan. La répression de Hongkong inclut aussi des efforts pour « mandariniser » les Hongkongais qui sont de fiers locuteurs du cantonais, une langue à part entière avec son propre vocabulaire, ses propres caractères. Il s'agit donc d'une entreprise générale d'assimilation, visant à homogénéiser la population chinoise. C'est oublier que la Chine a toujours été un pays très diversifié, très riche culturellement. Cet effort du Parti pour enfermer tout le monde dans un moule étroit est tout simplement affligeant. Pensez-vous qu'il y ait des chances que ce projet réussisse ? En général, il est difficile de contraindre les gens à changer culturellement. L'homogénéisation culturelle se produit bien entendu, la mondialisation est un fait, et les gens trouvent alors d'autres façons de préserver leur spécificité. Une chose est certaine, c'est que l'élimination de la langue ne fait pas disparaître l'identité ethnique. De ce point de vue, la Chine est dans l'erreur. Ces

évolutions se produisent spontanément, mais les imposer de manière draconienne ne peut que provoquer un retour de bâton. Nous en voyons déjà les effets en termes d'opprobre international. Ce n'est pas bon pour l'image de la Chine. Elle peut le nier et elle peut le contester. Mais le simple fait que le monde parle de « génocide » est en soi un problème pour la Chine. Diriez-vous que les dirigeants chinois, en commençant par Mao, sont racistes ? La conception qu'ont les Chinois de leur nation, c'est un pays ancien et homogène. C'est une assertion mille fois répétée. Je suis cependant persuadé que l'idéologie internationaliste du communisme au début du régime l'a poussé, dans les années 1940-1950, à s'opposer au chauvinisme des Han. En pratique, le chauvinisme était général, et Mao était certainement chauvin. Ils ont toutefois essayé de réfléchir à ces problèmes d'une manière différente. Mais cette époque est révolue. Cette approche a été abandonnée, et nous assistons même à un renversement de perspective. Le chauvinisme est devenu une politique d'Etat, c'est une première sous le régime communiste. On le constate dans les prétendus arguments historiques et linguistiques qui apparaissent dans des revues universitaires ou des déclarations officielles. Le maire (ouïgour) d'Urumqi a ainsi affirmé que les Ouïgours ne descendent pas d'un khanat turc médiéval, mais des Chinois. C'est totalement faux, d'après de nombreux textes anciens, y compris des classiques chinois. On entend l'idée que le ouïgour n'est pas une langue turque, mais une langue chinoise. Ce sont des efforts pour imposer l'idée que toute la diversité ethnique que l'on voit aujourd'hui au Xinjiang est un phénomène récent. A l'origine, c'était juste des Chinois. Ils font de la Chine une identité primordiale à partir de

laquelle les diverses identités actuelles ont divergé - ce qui revient essentiellement à les nier. Cela s'apparente de plus en plus au racisme. En septembre s'est tenu un forum officiel sur le Xinjiang, auquel Xi Jinping a participé. Dans le préambule de ses remarques, il a déclaré que tous les groupes ethniques, tous les minzu du Xinjiang, sont associés depuis les temps anciens aux lignées chinoises par le sang. Il n'a pas utilisé le terme « han » pour désigner ces lignées de sang chinois. Mais un autre terme, « zhonghua », qui a une signification à la fois culturelle, politique et ethnique. C'est ce terme que le régime est en train de promouvoir pour désigner le « noyau national » : une conception quasi raciale, et certainement primordialiste. C'est tragique qu'au XXI^e siècle, les Chinois se tournent ainsi vers un concept qui rappelle la notion allemande de « Volke », née au XIX^e siècle [le nazisme en a fait grand usage]. Alors que dans le même temps, tout le discours et l'imaginaire des routes de la soie sont à l'opposé : célébrons tous ces peuples du monde qui travaillent la main dans la main... Portons chacun notre costume national et dansons ensemble en l'honneur du développement du monde et de la résolution des problèmes... C'est évidemment une propagande cynique, mais je trouve cela nettement plus positif que les arguments nationalistes étroits de Xi Jinping.

Cet article est paru dans L'Obs (site web)

<https://www.nouvelobs.com/monde/20210305.OBS41016/ouigours-le-seul-fait-de-debattre-pour-savoir-si-la-chine-est-en-train-de-commettre-un-genocide-est-tragique.html>